

Consultation publique de la CRE N°2020-015 du 1^{er} octobre 2020 relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de transport d'électricité (TURPE 6 HTB)

Réponse de CTE

Question 1 : Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par RTE et la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?

CTE estime que les enjeux pour la période du TURPE 6 HTB sont les suivants :

- Appliquer la couverture des coûts, y compris la rémunération du capital, prévue par le Code de l'énergie,
- Accompagner la transition énergétique en tenant compte des risques induits, croissants et nouveaux pour RTE,
- Inciter à des investissements optimaux pour la collectivité et préservant les intérêts économiques des opérateurs,
- Maintenir une haute qualité de service et d'exécution des missions par RTE.

Ces différents enjeux sont à replacer dans une période très incertaine et plus risquée du fait de la crise économique consécutive à la crise sanitaire.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?

CTE est favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage de reconduire pour la période du TURPE 6 HTB.

Question 3 : Êtes-vous favorable au maintien de la rémunération des immobilisations en cours au coût de la dette, et non pas au CMPC ?

La réponse de CTE est confidentielle.

Question 4 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé des coûts échoués ?

La réponse de CTE est confidentielle.

Question 5 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé pour les plus-values et les moins-values des actifs cédés ?

Partiellement. CTE relève le caractère asymétrique du traitement envisagé : en cas de cession donnant lieu à plus-value comptable, RTE conserverait 20% de cette plus-value alors qu'une cession donnant

lieu à une moins-value comptable ferait l'objet d'un examen de la CRE sur la base d'un dossier argumenté présenté par RTE. Il est souhaitable que la règle soit similaire en cas de plus-value comme de moins-value comptable, une régulation asymétrique introduirait autrement un biais.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP et d'évolution annuelle du TURPE 6 HTB (maintien du fonctionnement actuel) ?

Oui.

Une période d'environ 4 ans est de nature à apporter visibilité et stabilité sur un horizon de temps adapté à une vision industrielle. Avec la crise sanitaire et ses conséquences économiques mais également du fait de l'incertitude portant sur le coût du raccordement de l'éolien en mer, la mise en œuvre d'une clause de rendez-vous est indispensable.

Sur les charges les moins prévisibles et les moins maîtrisables, un mécanisme de type CRCP corrigeant l'écart entre le prévisionnel et le réalisé afin de permettre la couverture des coûts au plus vite reste souhaitable. Les charges liées à des évolutions législatives ou réglementaires devraient cependant donner lieu à un traitement ad hoc en cas d'impact significatif nécessitant une couverture par le tarif sans délai, le plafonnement à +/-2% pouvant être conservé dès lors qu'une clause de revoyure à mi-période tarifaire (au bout de 2 ans) peut être activée à l'initiative de la CRE ou de l'opérateur en cas de changement majeur.

Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le TURPE 6 HTB ?

Partiellement. L'incitation à la réalisation de gains de productivité est un mécanisme vertueux. Il est cependant nécessaire qu'un tel mécanisme ne repose que sur des charges maîtrisables et facilement prévisibles.

Par rapport à la période passée, CTE relève une modification des modalités de couverture proposées pour un certain nombre de postes conduisant à :

- renforcer l'incitation pour RTE sur des sujets pour lesquels RTE ne dispose pas toujours des leviers de maîtrise (exemple : proposition sur l'achat de volume de pertes),
- mettre en place une régulation asymétrique défavorable à RTE (exemple : régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires). La régulation asymétrique est en effet contre-productive car elle incite l'opérateur à viser des résultats en dessous de la cible.

Par ailleurs, en réponse à l'extension et aux évolutions des mécanismes de régulation incitative, il serait souhaitable de disposer d'une vision d'ensemble du dispositif de régulation incitative suivant les axes suivants :

- Liste des indicateurs / degrés de priorité
- Force d'incitation financière vs maîtrise et prévisibilité des postes de coûts supportés ou des recettes perçues.

Ces visions synthétiques pourraient garantir la cohérence et la pertinence du système ainsi déployé.

La suite de la réponse de CTE est confidentielle.

Question 8 : Partagez-vous la position de la CRE selon laquelle la hausse des trajectoires financières relatives à la gestion des actifs est pertinente mais doit être conditionnée à la réalisation des objectifs opérationnels sous-jacents ?

La réponse de CTE est confidentielle.

Question 9 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolutions de la CRE pour l'incitation sur le volume et le prix d'achat des pertes supportées par RTE ?

La réponse de CTE est confidentielle.

Question 10 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de mettre en oeuvre une régulation incitative portant sur les coûts de constitution de l'ensemble des réserves d'équilibrage, et à son paramétrage ?

CTE n'a pas de remarque sur ce point.

Question 11 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le cadre de régulation des coûts de congestions nationales et internationales ?

Partiellement.

CTE est conscient de l'évolution rapide du réseau électrique et accueille favorablement la proposition de hausse des couvertures des coûts de congestion nationale.

En revanche, la diminution de 100% à 80% de couverture des coûts de congestion internationales semble prématurée dans la mesure où les négociations sur la méthodologie de partage au niveau européen ne sont pas abouties. CTE souhaite que le pourcentage de 100% soit éventuellement abaissé seulement une fois que l'on disposera d'un retour d'expérience à ce sujet.

Question 12 : Dans le contexte actuel de forte hausse des investissements, êtes-vous favorable à la mise en place de l'incitation envisagée par la CRE à la maîtrise et à la priorisation des dépenses d'investissements pour le TURPE 6 HTB ?

Partiellement.

Dans le contexte de forte croissance des investissements, consécutif aux transformations induites par la transition énergétique et le nécessaire renouvellement du réseau, les principes de maîtrise et de priorisation des dépenses d'investissement sont souhaitables.

Toutefois, dans la mesure où, en application du code de l'énergie, le régulateur approuve déjà le programme annuel d'investissements de RTE, CTE s'interroge sur la mise en place, additionnelle, d'une enveloppe plafond au-delà de laquelle les coûts d'investissement engagés pourraient donner lieu à une pénalité financière.

Question 13 : Êtes-vous favorable aux évolutions de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets d'investissements proposées par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

La réponse de CTE est confidentielle.

Question 14 : Êtes-vous favorable, pour le TURPE 6 HTB, à l'extension de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets d'investissements à des projets plus petits sélectionnés aléatoirement par la CRE ?

La réponse de CTE est confidentielle.

Question 15 : Êtes-vous favorable à la mise en oeuvre d'un unique plancher de rémunération appliqué à la somme des trois incitations ?

La réponse de CTE est confidentielle.

Question 16 : Êtes-vous favorable au mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » proposé par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

Oui. Sous réserves de définitions précises, l'immobilier, les véhicules légers et les systèmes d'information non spécifiques peuvent faire l'objet d'une incitation similaire pour la maîtrise des dépenses d'investissement comme des dépenses d'exploitation. Les travaux en cours menés entre le régulateur et RTE pour introduire un type de régulation en TOTEX pour ses dépenses relatives au SI doivent inciter à être innovant et agile dans les organisations au-delà du seul arbitrage OPEX/CAPEX.

Question 17 : Êtes-vous favorable à la mise en oeuvre du cadre de régulation ad hoc proposé par la CRE s'agissant des projets immobiliers des sièges régionaux de Lille et de Marseille ?

CTE n'a pas de remarque sur ce point.

Question 18 : Avez-vous des observations à formuler sur les indicateurs de suivi envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?

CTE n'a pas de remarque sur ce point.

Question 19 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

CTE n'a pas de remarque sur ce point.

Question 20 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le cadre de régulation de la qualité d'alimentation ?

CTE souligne que la CRE envisage de mettre en place une régulation asymétrique sur la continuité d'alimentation.

La suite de la réponse de CTE est confidentielle.

Question 21 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant les coupures longues sur le RPD issues du RPT ?

CTE n'a pas de remarque sur ce point.

Question 22 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de la R&D envisagé par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

CTE n'a pas de remarque sur ce point.

Question 23 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolution formulées par la CRE sur le dispositif du guichet « Smart grids » afin de lui donner plus de souplesse et d'efficacité ?

Oui. L'abaissement du seuil du guichet « Smart grids » de 3 M€ à 1 M€, une fois par an, est de nature à favoriser l'innovation.

Question 24 : Dans le cadre du traitement prioritaire du sujet des données, êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'un cadre de régulation pour la publication de données prioritaires ? D'autres données devraient-elles figurer dans cette liste de données prioritaires pour lesquelles la CRE propose de suivre le délai de publication ?

CTE n'a pas de remarque sur ce point.

Question 25 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Avez-vous des remarques sur la liste des actions prioritaires identifiées à ce stade ?

Oui. Sur le principe, CTE est favorable à ce dispositif qui favorise l'innovation. Il conviendra de veiller à la souplesse et à la légèreté du mécanisme envisagé ainsi qu'à rendre symétrique la régulation incitative proposée.

Il est nécessaire d'allouer les moyens à RTE de réaliser ces actions prioritaires. En outre, en cas de définition de nouvelle action prioritaire en cours de période TURPE 6, il conviendra d'arbitrer entre les actions ou d'allouer plus de moyens pour la réaliser.

Question 26 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges liées à l'exploitation du système électrique de RTE ?

Les charges d'exploitation doivent bien sûr être couvertes de manière adéquate.

A cet égard, CTE soutient la demande de RTE de prévoir une clause de rendez-vous qui offrirait la possibilité de revoir la trajectoire de charges à couvrir en cours de période tarifaire, si les effets de la crise sanitaire conduisaient la trajectoire des charges d'achats systèmes réalisée à s'écarter significativement de la trajectoire de référence.

Question 27 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation (hors charges liées à l'exploitation du système électrique) de RTE ?

Les charges d'exploitation doivent bien sûr être couvertes de manière adéquate.

A cet égard, CTE soutient la demande de RTE de prévoir une clause de rendez-vous qui offrirait la possibilité de revoir la trajectoire de charges à couvrir en cours de période tarifaire, si les effets de la crise sanitaire conduisaient la trajectoire réalisée à s'écarter significativement de la trajectoire de référence.

Question 28 : Avez-vous des observations à formuler quant à la trajectoire de recettes d'interconnexion que la CRE envisage de retenir pour le TURPE 6 HTB ?

CTE constate que la CRE retient la trajectoire de recettes d'interconnexion proposée par RTE, cohérente car basée entre autres sur une vision prévisionnelle des spreads géographiques des prix de l'électricité.

Question 29 : Avez-vous des remarques concernant le niveau du CMPC pour la période du TURPE 6 HTB et notamment la prise en compte de la baisse des taux d'intérêts sur les marchés et la baisse du taux d'imposition sur les sociétés ?

La réponse de CTE est confidentielle.

Question 30 : Êtes-vous favorable à la hausse majeure de la trajectoire d'investissements envisagée, qui passent de moins de 1,5 Md€/an entre 2017 et 2019 à près de 2,2 Md€/an sur la période du TURPE 6 HTB, qui aboutit à une évolution prévisionnelle de la base d'actifs régulés de +23 % entre le 1^{er} janvier 2020 et le 1er janvier 2025 ?

Cette hausse est conforme à l'évolution prévue dans le Schéma Décennal Directeur du Réseau (SDDR) dans lequel les volumes prévisionnels d'investissement augmentent en lien avec le nécessaire rôle du réseau dans la transition énergétique et la mise en œuvre de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE).

Cette augmentation constitue une rupture avec la pente des investissements décidée jusqu'ici. Par ailleurs, CTE observe que certains des investissements projetés sont nouveaux, en particulier ceux concernant les raccordements pour l'éolien en mer, au regard de ceux effectués jusqu'ici.

La suite de la réponse de CTE est confidentielle.

Question 31 : Avez-vous des remarques concernant les ajustements envisagés sur la trajectoire d'investissements « hors réseaux » ?

CTE n'a pas d'observation particulière sur ce point.

Question 32 : Avez-vous des remarques sur les trajectoires envisagées par la CRE concernant les quantités d'énergie transportées pour la période du TURPE 6 HTB ?

CTE relève qu'à ce stade le régulateur conserve les hypothèses de RTE pour les besoins de cette consultation.

Question 33 : Avez-vous des remarques relatives à l'évolution tarifaire envisagée du TURPE 6 HTB ?

Comme rappelé par le régulateur, les recettes tarifaires doivent permettre au GRT de couvrir les charges prévues par le régulateur, dont les charges de capital normatives, sur une période de 4 ans.

Enfin, il est nécessaire que les hypothèses d'impôts soient cohérentes avec la Loi de finances initiale promulguée in fine.

La suite de la réponse de CTE est confidentielle.

Question 34 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la forme générale des grilles tarifaires ?

CTE n'a pas de remarque sur ce point.

Question 35 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la hausse de la composante de gestion pour les domaines de tension HTB ?

CTE n'a pas de remarque sur ce point.

Question 36 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la stabilité de la composante de comptage pour les domaines de tension HTB ?

CTE n'a pas de remarque sur ce point.

Question 37 : Êtes-vous favorable aux grilles tarifaires envisagées pour les domaines de tension HTB ?

CTE n'a pas de remarque sur ce point.

Question 38 : Êtes-vous favorable au maintien à 0,04 du coefficient des dépassements pour les domaines de tension HTB 2 et HTB 1 ?

CTE n'a pas de remarque sur ce point.

Question 39 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE s'agissant de la facturation de l'énergie réactive pour les consommateurs industriels ?

CTE n'a pas de remarque sur ce point.

Question 40 : Êtes-vous favorable à l'évolution envisagée par la CRE du terme d'injection en HTB 3 et 2 ?

CTE n'a pas de remarque sur ce point.